Fondation Jean Jaurès

Europe

# AVEUGLE DE L'ŒIL DROIT ? LE TERRORISME D'EXTRÊME DROITE EN ALLEMAGNE

Ernst Stetter

04/03/2020

**L'Allemagne fait face à une dangereuse escalade de la violence raciste : l'assassinat d'un préfet en juin 2019, l'attentat contre la synagogue de Halle en octobre de la même année et, le 19 février 2020, l'attentat dans un bar à chicha de Hanau qui a coûté la vie à 11 personnes, ciblées parce qu'elles étaient d'origine étrangère. Ce sont en fait, depuis 1990, 182 personnes qui ont été tuées en Allemagne par des terroristes d'extrême droite. Après des années de déni, il est temps de l'admettre : le terrorisme d'extrême droite est devenu la principale menace sécuritaire qui pèse sur l'Allemagne. Pour Ernst Stetter, ancien secrétaire général de la Fondation européenne d'études progressistes (FEPS), c'est la société allemande dans son ensemble qui doit réagir face aux discours et aux actes de haine.**

Encore un acte terroriste d'extrême droite en Allemagne ! L'attentat du 19 février 2020 à Hanau, en Hesse, a coûté la vie à 11 personnes. Celles-ci, qui se trouvaient dans un bar à chicha, ont été ciblées par le tueur parce qu'elles étaient issues de l'immigration. Avant de se suicider, il a ensuite assassiné sa propre mère. Cet attentat est la suite cruelle de celui perpétré le 9 octobre 2019 contre la synagogue de Halle et de l'assassinat du préfet Walter Lübcke, exécuté le 2 juin 2019 dans sa maison de Wolfhagen. Ces attentats ne sont pas une nouveauté : depuis 1990, 182 personnes ont été tuées en Allemagne par des terroristes d'extrême droite. Dénoncé à juste titre comme une menace majeure, le terrorisme islamiste n'est à titre de comparaison responsable « que » de la mort de 16 personnes sur la même période. Longtemps très actif sur le territoire, le terrorisme d'extrême gauche n'a quant à lui fait « que » 3 victimes depuis 1990.

Ces attentats ne peuvent plus être considérés comme de simples actes isolés. Ils ne suffit pas non plus de les qualifier de racistes, d'antisémites, ou de souligner leurs liens avec des réseaux extrémistes basés en Allemagne de l'Est. Ils sont le symbole et le symptôme d'un mal bien plus profond et d'une vérité bien plus large : alors que le terrorisme de droite a toujours existé en Allemagne, les services de sécurité n'ont jamais pris au sérieux cette menace mortelle. Depuis trop

longtemps, ce danger est nié par les autorités. Les agences de police et de renseignement semblent être aveugles de l'œil droit.

L'histoire de la République fédérale d'Allemagne est celle d'une démocratie qui fonctionne bien. Soixante-quinze ans après la fin du régime nazi, il faut cependant constater aujourd'hui que l'histoire allemande de l'après-guerre est également parcourue par une trop longue suite de violences d'extrême droite. En avril 1968, le jeune Rudi Dutschke, leader des étudiants allemands, avait été victime d'une tentative d'assassinat de la part d'un néonazi. Touché à la tête, il mourra en 1979 des suites de ses blessures. Les autorités avaient alors nié l'admiration de l'assassin pour Hitler. À l'époque, les attentats n'étaient pas reconnus comme tels car leurs auteurs ne se manifestaient pas comme des extrémistes de droite. Il était donc facile pour la police d'évoquer des événements isolés et de ne pas reconnaître ces meurtres comme les actes politiques qu'ils étaient : des attentats terroristes d'extrême droite.

Avec la récente série d'attaques, les élus au Bundestag de la CDU considèrent à présent que la lutte contre l'extrémisme de droite a été insuffisante. Mathias Middelberg, le porte-parole pour la politique intérieure du groupe parlementaire de la CDU, a ainsi déclaré à Berlin que l'accusation selon laquelle les autorités de sécurité « n'ont pas travaillé aussi fortement avec une perspective de terrorisme de droite ces dernières années » était « tout à fait justifiée ». Le ministre fédéral de l'Intérieur, Horst Seehofer (CSU), a quant à lui décrit devant les parlementaires du Bundestag l'extrémisme de droite comme « la plus grande menace pour notre sécurité« . Ces réactions constituent un changement radical dans le discours des responsables politiques issus de la droite allemande.

Ce terrorisme a touché de nombreuses communautés. Il a tué des migrants venus du Vietnam, de l'Érythrée, du Mozambique. Il a frappé des travailleurs invités venus de Turquie (« Gastarbeiter »). Il a également fait des victimes parmi des citoyens allemands qui se trouvaient au mauvais endroit au mauvais moment, à l'image de certaines des 9 personnes décédées lors de l'attentat commis à Munich par un jeune de 19 ans le 22 juin 2016. Malgré des indices qui pointaient vers l'extrême droite, le tueur a d'abord été considéré comme un simple psychopathe. Ce n'est que deux ans plus tard que ses liens avec la mouvance extrémiste de droite ont été reconnus.

Les tueurs sont parfois des psychopathes ou des « loups solitaires ». Il est toutefois impossible de ne pas remarquer que la quasi-totalité d'entre eux entretenaient des contacts douteux avec des réseaux d'extrême droite avant de passer à l'acte. Dans leurs villages respectifs, plusieurs avaient ainsi des liens avec des associations de tir marquées par leur conservatisme et leur proximité avec l'extrême droite. Les autorités, la police et les unités spéciales ont trop longtemps négligé ces

réseaux. Les enquêtes préliminaires qui auraient dû être faites sur ces groupes pour y repérer des terroristes potentiels n'ont pas été menées, et les conséquences sont aujourd'hui dramatiques.

Le tueur de Hanau était lui-même membre d'un tel club de tir. Deux jours avant l'attentat, il avait mis sur son site un manifeste dans lequel il exprimait clairement son intention de tuer des personnes issues de l'immigration. En tant que membre d'une association de tir de sa ville, il lui a malgré tout été possible de se procurer en toute légalité des armes et des munitions la veille de son passage à l'acte.

Il serait trop facile de se contenter de réclamer plus de moyens pour les services de sécurité et plus de policiers pour éviter que ces attentats ne se reproduisent. La responsabilité doit être collective. C'est l'ensemble de la société qui doit s'impliquer davantage dans la lutte contre ce climat de haine actuellement à l'œuvre aussi bien sur les réseaux sociaux et dans les médias que dans la rue. La violence des mots précède toujours celle des actes, et les conséquences des injures verbales se font déjà fatalement sentir pour de trop nombreuses victimes. La société allemande doit briser ce cycle. Il n'est tout simplement pas acceptable que toute personne qui s'engage aujourd'hui contre le racisme et le radicalisme de droite puisse devenir la cible potentielle d'une agression.

Les exemples sont déjà trop nombreux. La maire de Cologne, Henriette Reker, a été blessée à l'arme blanche en 2015. Des militants et des élus de couleur sont l'objet d'injures et de menaces de mort, à l'image de Karamba Diaby, député du Bundestag d'origine sénégalaise dont le bureau a récemment été la cible de tirs à balles réelles. En raison des menaces de mort qu'il reçoit quotidiennement, lui et sa famille sont désormais contraints de vivre sous protection policière. Cette situation est intolérable et indigne d'une société ouverte et démocratique.

Il est encore difficile d'établir un lien direct entre un parti politique d'extrême droite et les actes terroristes et il faut à cet égard rester prudent avant de porter de graves accusations. Néanmoins, c'est le devoir de la société de condamner moralement tous ceux qui tiennent des propos racistes et antisémites et ceux qui expriment leur haine des migrants ou des musulmans. Après avoir été trop longtemps tolérées, ces personnes doivent désormais être marginalisées par la société. L'auteur Hasnain Kazim a publié ce mois-ci un remarquable livre où il détaille la façon dont les citoyens peuvent agir contre les populistes et les agitateurs de rue. À son échelle, chacun d'entre nous peut aider à étouffer l'incendie de la haine et de l'exclusion.

La combat politique contre l'extrême droite est un devoir démocratique, mais il serait néanmoins naïf de croire que repousser l'AfD suffirait pour éliminer ce terrorisme-là. Pour autant, Il est intolérable que les politiciens de l'AfD alimentent les discours de haine comme ils font actuellement

avec une impunité totale. Le racisme défendu par Björn Höcke, le chef de l'AfD en Thuringe, doit être mis au banc de la société. Les propos qu'il tient sur une Allemagne de plus en plus islamisée et africanisée arment les esprits de tous les militants et les déséquilibrés qui se prennent pour l'avant-garde de la « lutte contre la déculturation, l'orientalisation et africanisation du peuple allemand ». Bien qu'un tribunal ait jugé en 2019 qu'il était fondé de le qualifier de fasciste, les propos haineux de Björn Höcke sont aujourd'hui diffusés et amplifiés par les réseaux sociaux sans aucune conséquence pour lui ou ses partisans.

L'AfD mène une stratégie populiste faite de déclarations racistes quotidiennes à l'encontre des étrangers, des personnes de couleurs et des musulmans. Les dérapages sont permanents. Comme de nombreux autres partis populistes, l'AfD procède d'une façon volontairement ambivalente. Sa tactique est désormais bien rodée. Elle multiplie les déclarations ambiguës avant de les nier. Elle fait en sorte de choquer pour ensuite faire mine de rétropédaler. De cette façon, le parti s'adresse à tous et chacun peut choisir ce qu'il souhaite entendre et décider de retenir. Ceux qui sont choqués par certains propos pourront être rassurés par les explications. Quant à ceux qui sont séduits par les propos les plus extrêmes, ils ont parfaitement compris à quoi s'en tenir. Les slogans les plus durs leurs seront répétés plus tard, dans d'autres contextes plus propices.

Du côté des partis démocratiques comme la CDU/CSU et les libéraux du FDP, on ne peut que constater qu'ils ne se sont pas suffisamment opposés à l'extrémisme, à la xénophobie, au racisme et à la haine des musulmans au sein de leurs propres rangs. En lice pour être le prochain candidat de son parti à la chancellerie, Friedrich Merz s'exprimait récemment sur la question du lien entre l'extrémisme de droite et l'intégration des étrangers en Allemagne en déclarant que « nous avons massivement sous-estimé le problème du radicalisme de droite dans notre pays pendant des années », avant de parler des « espaces sans loi », de « l'immigration illégale » et de « la protection des frontières ». Interrogé par un journaliste pour savoir si la réponse au problème de l'extrême droite était de mettre l'accent sur les contrôles aux frontières et la lutte contre la criminalité étrangère, Merz a répondu que « la réponse est oui ». L'homme qui pourrait succéder à Angela Merkel s'efforce ainsi de reprendre à son compte l'argumentation des extrémistes qui prétendent que les crimes racistes contre les étrangers seraient simplement causés par l'immigration, la criminalité et l'absence de réponse efficace de l'État.

Même au sein de la gauche, on constate certaines dérives. Au SPD, des incendiaires intellectuels tels que Thilo Sarrazin ont travaillé à renforcer l'animosité des Allemands contre les musulmans et les migrants. Avant d'en être finalement exclu fin janvier 2020 , il a été autorisé à répandre son poison toxique et raciste à l'intérieur du parti pendant près d'une décennie. Dans la bouche d'Oskar Lafontaine et de sa femme Sahra Wagenknecht, on retrouve également des propos critiques à

l'égard des migrants et des réfugiés dans le parti « Die Linke ». De leur côté, les Verts comptent eux aussi en leur sein des élus qui se prononcent ouvertement contre les migrants, les musulmans et les turcs.

De tels propos ne font que renforcer l'extrême droite, le racisme, la haine des musulmans et l'antisémitisme. Les pouvoirs publics, les agences de renseignement et les services de sécurité allemands disposent déjà de moyens considérables. Ils sont suffisants et il n'y a pas besoin, à l'heure actuelle, de les renforcer davantage. Il faut simplement apprendre à les utiliser de manière appropriée. L'Allemagne compte 482 néonazis qui sont actuellement recherchés par les forces de l'ordre. 624 mandats d'arrêt ont été lancés à leur encontre. Afin de protéger les citoyens allemands, la priorité doit être de mettre ces mandats à exécution.

La frontière entre la violence politique, la simple délinquance et les problèmes psychiatriques est parfois floue. En janvier dernier, un tireur sportif du Bade-Wurtemberg a par exemple provoqué un bain de sang dans sa propre famille pour des raisons encore peu claires. Avec ou sans idéologie, de jeunes hommes déséquilibrés continueront à avoir accès à des armes à feu.

Les processus de radicalisation dans nos sociétés sont très complexes. Mais les crimes de haine n'arrivent jamais par accident. Ils naissent dans un contexte particulier. En Allemagne, mais également dans de nombreux autres pays occidentaux ou les partis d'extrême droite se renforcent et ou les partis de droite se radicalisent, le contexte leur est actuellement favorable. Lorsqu'un parti comme l'AfD présente les immigrés comme une menace existentielle pour l'Allemagne, elle les désigne de fait comme des cibles légitimes. Ces paroles peuvent avoir un effet dévastateur auprès d'individus et de groupes persuadés d'être en mission pour protéger leur patrie. Les passions racistes agitées par l'AfD augmentent ainsi le risque de passages à l'acte violents à l'encontre des catégories les plus fragiles et les plus isolées de la population: les minorités et les réfugiés.

À cet égard, l'AfD porte une responsabilité politique majeure dans ces derniers événements. Mais si l'aveuglement sur le danger posé par l'extrême droite est aujourd'hui une réalité, il est évident que le racisme s'étend désormais bien au-delà de ce parti. En Allemagne comme en Europe, les sociétés civiles, les partis politiques et les gouvernements doivent agir de façon déterminée pour mettre un terme à ce fléau qui menace nos démocraties.